



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la Coordination et du
Soutien Interministériels
Bureau de l'environnement**

Arrêté préfectoral du 09 MARS 2026 portant mise en demeure de la société RTG de respecter les prescriptions applicables aux activités de l'installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage qu'elle exploite au lieu-dit « La Chollerie » route de Coulonges sur la commune de SECONDIGNY (79130)

Le préfet des Deux-Sèvres,
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, en particulier son livre V titre 1^{er} relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu le tableau constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, annexé à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L.122-1 et suivants ;

Vu le décret du Président de la République du 18 octobre 2023 portant nomination de Monsieur Patrick VAUTIER en qualité de Sous-Préfet, Secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

Vu le décret du président de la République du 19 mars 2025 nommant Monsieur Simon FETET en qualité de préfet des Deux-Sèvres ;

Vu le décret n° 2025-723 du 30 juillet 2025, modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres

hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Vu l'arrêté préfectoral n°2772 du 28 novembre 1996 autorisant la SARL R.T.G. à exploiter au lieu-dit « La Chollerie », commune de Secondigny, un dépôt de véhicules hors d'usage ;

Vu l'arrêté préfectoral n°5818 du 5 octobre 2016 portant mise à jour du classement des installations de la société RTG autorisée à exploiter un dépôt de véhicules hors d'usages situé au lieu-dit « La Chollerie » sur la commune de Secondigny ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2025 portant délégation de signature à monsieur Patrick VAUTIER, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

Vu la visite d'inspection réalisée le 7 octobre 2025 au lieu-dit « La Chollerie » sur la commune de Secondigny ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant en date du 6 février 2026, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

Vu le courrier en date du 10 février 2026 informant, dans le cadre de la procédure contradictoire, conformément à l'article L. 171-8, l'exploitant du projet d'arrêté de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant ;

Considérant que lors de la visite effectuée le 7 octobre 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté le non-respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 suivantes :

- article 19 : Absence de détecteur de fumée dans le local principal de stockage de pièce issues du démontage des VHU ;
- article 20 : Absence des ressources en eau nécessaire en cas d'incendie sur site ;
- article 25 : Absence de moyen de rétentions des eaux potentiellement polluées en cas d'incendie ;

Considérant que ces constats sont susceptibles de compromettre la gestion du risque incendie et qu'ils constituent des écarts réglementaires majeurs ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article L.171-8 du Code de l'environnement, de mettre en demeure la société RTG de se conformer aux prescriptions techniques rendues applicables par l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif à la rubrique 2712-1 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

ARRÊTE

Article 1 – Mise en demeure

La société RTG exploitant de l'installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage située au lieu-dit « La Chollerie » route de Coulonges sur la commune de Secondigny (79130) est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes dans un délai ne dépassant pas trois mois :

- Article 19 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 en installant des détecteurs de fumée dans chaque local technique ;
- Article 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 en dotant le site des moyens de lutte contre l'incendie nécessaires ;
- Article 25 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 en mettant en place les dispositifs permettant de recueillir les eaux potentiellement souillées en cas d'incendie ;

Ce délai court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 – Sanctions

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans les délais prévus par ce même article, des sanctions pourront être arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 – Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 4 – Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Article 5– Publicité

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, la sous-préfète de l'arrondissement de PARTHENAY, le directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-aquitaine. sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la Société RTG ainsi qu'au maire de SECONDIGNY.

Niort, le 09 MARS 2026

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,



Patrick VAUTIER